

7 avril

## Des candidats réceptifs, des raisons d'espérer l'obligation de se réformer



En l'espace d'une semaine, la filière équine s'est fait entendre, tout d'abord au terme d'une manifestation initiée par de jeunes professionnels

inquiets pour leur avenir, puis ce mercredi en recevant quatre des onze candidats (ou leurs représentants) à la Présidentielle. Ce coup de deux est suffisamment rare pour être applaudi des deux mains, même s'il s'agit d'un concours de circonstances. En effet, il a déjà débouché sur un premier résultat concret, obtenu par les JPFC à défaut de l'avoir été de la part du PMU et de ses dirigeants : la suspension du test de live-betting sur les paris sportifs dans leur réseau en dur.

Dans la foulée, l'invitation formulée aux candidats à la Présidentielle, à écouter ceux qui se sont déplacés mercredi à Saint-Cloud, permet d'espérer des jours meilleurs avec une remise à plat de quelques dossiers structurants pour l'avenir de notre secteur. Qu'il s'agisse de François Fillon, d'Emmanuel Macron ou bien encore de Marine Le Pen, les trois favoris actuels de l'élection, tous sont en effet d'accord pour revenir à un taux de TVA réduit et se battre pour qu'il en soit ainsi auprès de la Commission Européenne. Puissent-ils être entendus. De la même manière, les quatre candidats présents ont souligné leur intention de revenir sur la réforme des rythmes scolaires, ayant conduit à une forte baisse de la pratique de l'équitation chez les jeunes. Les uns et les autres ont souligné également l'impérieuse nécessité d'avoir une « juste » politique des jeux, mais encore leur intention d'alléger les charges, afin de redynamiser un secteur créateur de dizaines de milliers d'emplois.

Schématiquement, les quatre « auditionnés » étaient donc presque sur la même longueur d'onde, ce qui peut être considéré comme rassurant. Il n'en reste pas moins que

les uns et les autres en ont profité pour livrer quelques messages.

Ainsi, François Fillon n'a-t-il pas oublié de rappeler qu'il avait commandé, du temps où il était Premier ministre, un rapport sur l'institution, préconisant une « réforme incontournable » ayant abouti « pour des raisons diverses (...) à la seule création d'un comité stratégique dont les travaux n'ont abouti qu'à un évident constat de strictes économies ». Et l'homme politique, de poursuivre « que de temps perdu (...) à s'engager dans une voie réformatrice. (...) Si la filière prend ce chemin, je suis prêt à ce que l'État soutienne cette démarche le temps qu'elle se construise ». Entre les mots et les lignes, on aura donc bien compris qu'il souhaite voir l'institution poursuivre sa mue en profondeur.

Ainsi, Jean Arthuis, au nom d'Emmanuel Macron, a-t-il plaidé pour « trouver un juste équilibre entre le PMU et la FDJ », sachant qu'entre l'État et la filière il y a « parfois situation de conflits d'intérêt », tout en lançant aussi quelques (petits) pavés dans la mare. En rappelant que le PMU a peut-être « intérêt à se recentrer sur son domaine d'activité, celui des courses hippiques », le député européen n'insinuerait-il pas que le bras armé des sociétés de courses est allé, de lui-même, chercher des poux dans la tête de la FDJ en devenant opérateur de paris sportifs ? Et que penser de sa réflexion « certes très personnelle » sur toutes ces courses étrangères proposées aux parieurs français, alors qu'il y a nécessité « à recréer du lien entre le public et nos hippodromes ».

Ainsi, Edouard Ferrand, au nom du FN, n'a-t-il pas caché que les « courses devaient se repenser » et que si elles souffraient actuellement, elles le devaient aussi « à la manière dont l'argent avait été utilisé en période de prospérité ».

La conclusion de cette grand-messe alors ? Nos candidats sont prêts à aider notre filière. À elle, parallèlement, d'avancer et de se réformer.